



10 OCTOBRE 2019

## MAURITANIE

*Vers une croissance inclusive  
partagée dans le Hodh el Chargui :*

*Potentiels, vulnérabilités et pistes  
d'investissements urbains à Nema,  
Bassikounou et Adel Bagrou*

ALAIN OLIVE (CHEF DE MISSION)  
YAHIA OULD ELHOUSSEIN  
FADIMATA AZAHRA WALET MOHAMED



Réalisé sur financement de :

**State and  
Peacebuilding  
Fund**



## **LE GROUPE URD**

### **URGENCE. RÉHABILITATION. DÉVELOPPEMENT**

Fondé en 1993, le Groupe URD est un *think-tank* indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.

### **NOTE SUR L'AUTEUR**

Alain Olive travaille au sein du Groupe URD depuis 2018 sur les dynamiques organisationnelles et opérationnelles complexes. En Mauritanie il a accompagné le PNUD de 2011 à 2013 sur les enjeux de gestion des risques de catastrophes, d'adaptation aux changements climatiques, de résilience et de relèvement précoce. En 2017 et 2018 il a collaboré avec ACF pour l'élaboration d'un programme d'intégré de renforcement de la résilience et auprès du PAM et du UNHCR pour l'élaboration d'une stratégie pluriannuelle de renforcement de la résilience, de l'autonomisation et de la cohabitation pacifique entre communautés hôtes et réfugiés.

### **NOTE SUR LE FINANCEMENT DE L'ÉTUDE**

Le *State and Peacebuilding Fund* / Fonds pour l'État et la consolidation de la paix (SPF) est un fonds mondial destiné à financer des opérations et des analyses critiques de développement dans des situations de fragilité, de conflit et de violence. Le SPF est soutenu par l'Allemagne, l'Australie, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la BIRD.



# SOMMAIRE

<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>6</b>
<b>1. CONTEXTE</b>	<b>10</b>
1.1. <b>FRAGILITÉS ET CRISE PROLONGÉE AU MALI</b>	<b>10</b>
1.2. <b>CONTEXTE D'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS MALIENS EN MAURITANIE</b>	<b>11</b>
1.3. <b>HYPOTHÈSES DE DÉPART DE L'ÉTUDE</b>	<b>12</b>
1.4. <b>LIMITES IDENTIFIÉES</b>	<b>13</b>
1.5. <b>MÉTHODE</b>	<b>14</b>
<b>2. DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES AU HODH EL CHARGUI : ENTRE VULNÉRABILITÉS CHRONIQUES ET PLACE D'ÉCHANGES STRATÉGIQUES</b>	<b>15</b>
2.1. <b>VULNÉRABILITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES</b>	<b>16</b>
2.2. <b>FLUX ET DYNAMIQUES D'ÉCHANGES STRATÉGIQUES</b>	<b>16</b>
Nema, un pôle régional excentré	18
Adel Bagrou, un espace frontalier enclavé	19
Bassikounou au centre des retombées de la présence des réfugiés	19
2.3. <b>SECTEURS ET CHÂÎNES DE VALEURS PORTEURS</b>	<b>20</b>
Le bétail sur pied	20
Le lait et ses produits dérivés	22
Les cuirs et peaux	23
La construction et les travaux publics	23
2.4. <b>EMPLOIS ET ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES</b>	<b>24</b>
<b>3. SYNTHÈSE AUTOUR DE PISTES D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS</b>	<b>25</b>
3.1. <b>INFRASTRUCTURES ET SERVICES URBAINS</b>	<b>26</b>
3.2. <b>MAILLAGE DU TERRITOIRE ET DÉSENCLAVEMENT</b>	<b>26</b>
3.3. <b>EMPLOIS ET COMPÉTENCES</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>29</b>
Terms of reference	29

**MAURITANIE** – Vers une croissance inclusive partagée dans le Hodh el Chargui :  
potentiels, vulnérabilités et pistes d'investissements urbains à Nema, Bassikounou et Adel Bagrou



## **LISTE DES ACRONYMES UTILISÉS**

- AFD** : Agence française de développement
- BTP** : Bâtiment et travaux publics
- CSA** : Commissariat à la sécurité alimentaire
- CILSS** : Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
- FSMS** : Food Security Monitoring System
- IRBD** : International Bank for Reconstruction and Development
- MEF** : Ministère de l'Économie et des Finances
- MHUAT** : Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire (Mauritanie)
- MNLA** : Mouvement national de libération de l'Azawaad
- OIM** : Organisation internationale pour les migrations
- OIT** : Organisation internationale du travail
- ONG** : Organisation non-gouvernementale
- ONS** : Office national de la statistique
- PAM** : Programme alimentaire mondial des Nations unies
- PDM** : Post-Distribution Monitoring
- PNIDDLE** : Programme national intégré d'appui à la décentralisation, au développement local et à l'emploi des jeunes
- PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement
- RGPH** : Recensement général de la population et de l'habitat
- UNICEF** : United Nations Children's Fund
- UNHAS** : United Nations Humanitarian Air Service
- UNHCR** : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
- SCAPP** : Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée
- SMART** : Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
- SOMELEC** : Société mauritanienne d'électricité
- SPF** : State and Peacebuilding Fund
- UM** : Ouguiyas mauritaniens



Axe reliant Nema à Amourj et Bassikounou coupé à l'occasion d'une crue  
Photo : Alain Olive, 08/2019

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'économie du Hodh el Chargui est traditionnellement intégrée à l'économie malienne et historiquement animée par les dynamiques d'échanges des nomades transhumants. Les produits céréaliers, les épices, les étoffes en provenance du Mali ou encore le bois de Côte d'Ivoire ont longtemps été objets d'échange sur le sol mauritanien jusqu'à l'intensification et la diversification des relations commerciales incluant dorénavant des produits électroniques et des véhicules. Parmi les produits clés exportés vers le Mali depuis la Mauritanie figurent le riz, le sucre, les huiles, le miel et les peaux, tous vendus ou échangés. Autour de ces échanges évoluent des dynamiques économiques de première importance pour les populations locales en termes d'emplois, de revenus et d'activités – quand bien même le suivi par les services douaniers ne permet pas à l'heure actuelle de mesurer tant l'impact que le potentiel pour le développement local.

Dans les années 90 et depuis 2012, l'émergence de conflits et de l'insécurité au nord jusqu'au centre du Mali ont perturbé les dynamiques, depuis la transhumance des troupeaux jusqu'aux échanges commerciaux. Une partie de la population des zones affectées est entrée en exil vers des territoires connus et souvent sociologiquement proches, mobilisant autour des sites temporaires d'accueil des réseaux d'échanges et de solidarité. En Mauritanie, la réponse humanitaire par ailleurs déployée par les autorités nationales et leurs partenaires, a apporté en second lieu, et au-delà de la protection, une gamme de services sociaux et sanitaires basiques ayant permis d'améliorer considérablement les conditions sanitaires, sociales et éducatives des populations réfugiées dans le camp de Mbera.

Le déploiement de cette réponse humanitaire a particulièrement mis en exergue les défis structurels locaux de pauvreté économique et sociale, de faible accès aux infrastructures et services sociaux de base ou encore de manque d'opportunités structurantes pour l'emploi et l'insertion économique d'une population locale majoritairement jeune.

### **L'élevage, un secteur crucial et porteur pour le développement régional**

L'exportation du bétail sur pied vers les marchés des grandes villes (Nouakchott, Nouadhibou, Atar, Zouérate) et à l'extérieur du pays (Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire) représente une source de revenus majeure pour les ménages les plus aisés. Sur le marché intérieur, les circuits commerciaux traditionnels et informels offrent des emplois et toute une gamme d'activités économiques autour des éleveurs, des acheteurs locaux-courtiers, des commerçants, des chevillards et des bouchers détaillants.

La valorisation du lait et de ses produits dérivés représente à l'échelle du pays une opportunité de croissance liée en grande partie à la consommation urbaine grandissante. Cinq unités industrielles ont été créées au cours des dernières années, dont une à Nema. Si le rendement de production est pour l'heure globalement limité en raison de l'insuffisance des quantités collectées, il n'en reste pas moins un potentiel de structuration pour la filière lait dans son ensemble. En effet, au-delà des emplois directs sur les usines et les coopératives laitières, les enjeux de production fourragère, de suivi vétérinaire, de commercialisation directe et de transport représentent autant de gisement d'emplois et d'activités économiques pour la population.

Troisième filière clé du secteur, les cuirs et peaux présentent également de grandes potentialités à l'échelle régionale appelant pour l'heure une structuration des processus de travail entre bouchers, collecteurs de peaux, tanneurs, transformateurs artisanaux et revendeurs dans l'optique d'une amélioration de la qualité des productions.

## La construction au cœur du maillage du territoire

Dans le Hodh el Chargui, les chantiers de construction sont à l'image de la croissance du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) à l'échelle nationale. Le nombre de constructions modernes a considérablement augmenté en l'espace de quelques années en raison d'investissements structurants sur le territoire et de l'installation des organisations humanitaires dans la moughataa de Bassikounou dans les années 90 et à Bassikounou même à partir de 2012. Le déploiement des programmes d'aide a indéniablement participé à l'essor des chantiers de construction et à la mise en place de dynamiques économiques fortes autour des activités de commerce, de négoce, de transport ou encore de location de bâtiment.

La réalisation de l'axe bitumé reliant Nema à la frontière avec le Mali, au niveau de Fassala, est un élément majeur du désenclavement de la région et du raccourcissement des flux entre les deux pays, mettant en exergue les enjeux d'accès sur le reste du territoire, en particulier à l'occasion de la période d'hivernage au cours de laquelle les déplacements de biens et de personnes peuvent être convenablement réduits.

Les chantiers de construction liés au maillage énergétique de la région et au raccordement en eau potable des pôles urbains représentent un autre champ d'investissement majeur pour le Hodh el Chargui et un potentiel d'emplois directs pour une main d'œuvre plus ou moins qualifiée. De manière globale, l'ensemble de la dynamique entreprise pour « irriguer » la région en infrastructures et structures modernes participe quelque peu au développement du commerce et du secteur de l'hôtellerie au niveau des pôles urbains dans la mesure où l'offre était presque inexistante il y a quelques années.

## Dynamiques économiques autour de la présence des réfugiés

Selon un rapport du UNHCR de 2018, les réfugiés maliens ne résidant pas dans le camp de Mbera sont installés dans les villages alentours ou à leur périphérie, de manière à pouvoir s'occuper de leurs animaux lorsqu'ils sont éleveurs (les troupeaux n'étant pas autorisés dans le camp) ou occuper un emploi auprès des communautés mauritaniennes. Dans les villages situés autour du camp, les femmes réfugiées offrent des services divers contre revenus : depuis la traite des animaux à la préparation des repas pour les villageois ou la cantine scolaire, en passant par le pilage du mil. Les jeunes réfugiés occupent quant à eux des emplois de gardiennage de troupeaux au bénéfice des ménages les mieux nantis parmi les réfugiés. Les hommes travaillent comme berger ou manœuvre sur des chantiers de construction, et tirent des revenus de la vente de bois et de paille.

Entre les communautés hôtes et réfugiés existe un système de troc, de cotisations, d'épargne et de petits crédits bénéficiant aux deux. Ces relations économiques entre la population hôte et les réfugiés existent aussi au camp de Mbera, où les villageois fréquentent le marché et les commerçants mauritaniens peuvent ouvrir des « succursales » tenues par des réfugiés.

Les enjeux de concurrence pour l'emploi sont complexes à évaluer dans la mesure où une partie de la population malienne installée dans la zone semble détenir des compétences propres absentes ou peu développées au sein des communautés mauritaniennes, notamment dans le champ des services de mécanique, de coiffure ou de couture. D'autre part, une autre partie de la population réfugiée a bénéficié au cours des sept dernières années, au moins, de programmes de formation et d'appui à la création d'activités économiques répondant à des besoins locaux. Aussi, les compétences mobilisées sur des opportunités économiques ne sont pas comparables, et ce d'autant plus qu'un des défis majeurs pour la région réside dans la formation de capacités et de compétences locales.

En réponse à ces enjeux et dans l'optique de proposer des pistes d'investissements urbains structurants, il semble pertinent de considérer quelques points critiques :

- Le renforcement des infrastructures urbaines dans la continuité du programme national intégré d'appui à la décentralisation, au développement local et à l'emploi des jeunes (PNIDDLE), notamment à travers les dispositifs de gouvernance et les investissements urbains en matière de voirie, d'assainissement, d'environnement économique (abattoirs, marchés, gares routières), de qualité de vie (espaces verts, stade de sports, maison des jeunes), ou encore de services sociaux de base (éducation et santé) ;
- Le renforcement des services et des infrastructures au bénéfice du secteur de l'élevage et des filières viande, lait et cuirs afférentes, y compris des dispositifs sanitaires préventifs, de stockage, de commercialisation et de projection à l'instar de l'aéroport de Nema ;
- L'appui à la structuration d'une filière de gestion et de traitement des déchets urbains visant à améliorer la salubrité publique et par la même la santé de la population, tout en considérant les opérations de récupération et de valorisation à travers le prisme de la création d'emplois et d'activités économiques ;
- La capitalisation des expériences et du savoir-faire en matière d'insertion économique développée par les acteurs humanitaires et de l'aide, en particulier sur les chantiers de construction dont les retombées bénéficient aux populations mauritaniennes et maliennes réfugiées tout en participant à la structuration et à la modernisation du territoire.

## 1. CONTEXTE

Plus de 58 000 personnes ont fui le Mali et sont actuellement réfugiées en Mauritanie depuis la dégradation de la situation sécuritaire et les conflits de 2012<sup>1</sup>. Les communautés de réfugiés se sont majoritairement installées à l'extrême sud-est de la Mauritanie, à la frontière entre les deux États, dans une zone difficile d'accès, aride, faiblement développée et sujette à des crises alimentaires récurrentes telles que celles de 2005, 2010 et 2012. Face à la situation de crise prolongée au Mali et de fragilité sur le territoire d'accueil en Mauritanie, le Groupe Banque mondiale se mobilise en appui à l'État mauritanien dans la continuité de son cadre de partenariat et l'application de son approche globale de financement de solutions innovantes inclusives des besoins des populations réfugiées et hôtes (BIRD/Banque mondiale, 2017).

Le Groupe URD a ainsi été sollicité par le Groupe de la Banque Mondiale pour évaluer l'impact socio-économique de la présence des réfugiés maliens sur les dynamiques économiques locales, régionales et transfrontalières en Mauritanie, en particulier dans la région du Hodh el Chargui. L'étude est financée par le *State and Peacebuilding Fund (SPF)* dont la vocation consiste à soutenir les opérations et analyses critiques de développement dans des situations de fragilité, de conflit et de violence.

Un premier travail d'analyse de données contextuelles, suivi d'un temps de cadrage avec le commanditaire, a été réalisé entre mai et juin 2019. Ce préalable a permis de resserrer le prisme de l'étude sur les dynamiques et potentialités économiques autour des pôles urbains de Nema, Bassikounou et Adel Bagrou. L'équipe d'experts a ensuite mené, entre les mois de juillet et d'août 2019 sur la zone d'étude, une série d'entretiens semi-structurés avec des représentants des autorités nationales, régionales et locales, des acteurs économiques majeurs, des communautés de réfugiés dans le camp de Mbera et des partenaires opérant dans et autour du camp de Mbera dans le cadre de la réponse humanitaire et des efforts de relèvement à moyen et long termes. Cet état de la situation a donné lieu à la formulation d'hypothèses de travail, comme autant de balises pour une analyse plus poussée des vulnérabilités et potentialités de développement à l'échelle du Hodh el Chargui et dans la perspective des interactions avec le Mali voisin. Ces constats posent le cadre de pistes d'investissements structurants, formulées dans une troisième partie et articulées avec le projet de déclinaison de la politique nationale de « croissance accélérée et de prospérité partagée » au niveau régional.

### 1.1. FRAGILITÉS ET CRISE PROLONGÉE AU MALI

De l'avis de l'ensemble des experts du Sahel, il est fort probable qu'une bonne partie des réfugiés maliens demeurera en exil dans les pays environnants (Burkina Faso, Mauritanie et Niger) après 2019. En effet, « la crise malienne de 2012 a marqué un tournant pour le centre, dont une partie a été occupée par des groupes armés. La fuite des agents de l'État a un peu plus affaibli la puissance publique et laissé de vastes territoires à l'abandon. Face à l'insécurité, une partie de la population a cherché auprès des groupes armés, une forme de protection ou de justice. Sur ce terreau fertile se sont développés des groupes radicaux s'illustrant dès 2015 par des attaques meurtrières contre les forces maliennes dans plusieurs localités du centre. Les agents de l'État, eux aussi ciblés par ses actions ou discours, ont quitté une grande partie des territoires du centre et la violence s'est amplifiée (...) Il est aujourd'hui difficile de distinguer ce qui relève du banditisme, des vendettas locales et de l'action des groupes radicaux dans le centre du pays. Ces derniers forment un noyau déterminé mais encore minoritaire, inégalement structuré, moins armé et moins lié aux trafics que les groupes radicaux actifs au Nord. Ils se développent cependant dans les zones rurales, profitant du discrédit de l'État, des frustrations et des peurs d'une partie des populations locales » (International Crisis Group, 2016).

---

<sup>1</sup> Source : DG ECHO, 13/05/2019.

L'émergence de plusieurs nouveaux groupes armés ajouté à l'activisme des groupes armés « traditionnels » dans le centre et aux frontières avec le Burkina et le Niger, rendent la situation plus complexe. « Dès lors, c'est une course aveugle à l'armement qui s'empare des communautés, chacune voulant prendre en charge sa propre sécurité en réponse à l'incapacité de l'État de jouer son rôle régalien en la matière. Pire, certains segments de l'État (au niveau politique et sécuritaire) sont accusés d'alimenter la violence intercommunautaire et de l'exacerber pour des agendas politiques obscurs. Ce développement déchaînera les démons d'une violence intercommunautaire tragique qui risque d'impacter, encore pour longtemps, les rapports intercommunautaires dans le pays et, au-delà, dans les pays de la région<sup>2</sup> ».

## 1.2. CONTEXTE D'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS MALIENS EN MAURITANIE

Pays de transit et de destination de migrants, la Mauritanie est fortement impliquée dans la lutte contre les migrations irrégulières et s'impose à l'échelle régionale comme une référence en matière de sécurité, notamment en raison de son implication dans la création du G5, et en matière de stabilité au regard de la spirale délétère qui affecte le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Avec environ 4 millions d'habitants en 2018 et une densité de 3,9 personnes au kilomètre carré, le pays occupe la quatrième place des pays les moins densément peuplés d'Afrique. En 2020, sa population urbaine sera plus importante que celle rurale avec 52,8 % de citoyens, contre 48,3 % en 2013. En 2018, la croissance économique a poursuivi sa reprise. La croissance du PIB suit une trajectoire à la hausse depuis 2015, passant de 3 % en 2017 à 3,6 % en 2018. Cette progression a été tirée par l'activité robuste des télécommunications, des transports, de l'électricité et du secteur primaire. Compte tenu de la croissance démographique (environ 2,8 %), la reprise économique reste insuffisante et ne se traduit que par une hausse de 0,8 % du revenu réel par habitant.

La période de croissance soutenue entre 2008 et 2014 s'est accompagnée de progrès significatifs sur le plan du bien-être des ménages. La croissance réelle des dépenses des ménages s'élevait en moyenne à 1,52 % par habitant et par an. Toutes les catégories de revenus en ont bénéficié, et le pays a enregistré une nette réduction du taux de pauvreté qui a reculé de 44,5 à 33 % sur cette période. L'amélioration des niveaux de vie a été plus marquée pour les populations vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté que pour le reste de la population. Les inégalités ont par conséquent diminué : le coefficient de Gini<sup>3</sup> a baissé de 35,3 à 31,9 entre 2008 et 2014. Ces avancées s'expliquent par la hausse de la production, de la productivité et des revenus enregistrée dans les zones rurales à la suite de la restructuration du secteur de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que par d'autres facteurs tels que les migrations internes et l'évolution des prix relatifs. Certaines catégories de la population mauritanienne n'ont toutefois pas bénéficié de ces progrès, tandis que le pays est à la traîne en ce qui concerne un grand nombre d'indicateurs sociaux et que les situations de tensions, de conflits et de fragilités combinées au Mali et dans toute la bande sahéenne exercent une pression sur les frontières et la politique intérieure.

La Mauritanie a déjà accueilli dans les années 1990 des populations réfugiées poussées par le conflit entre la rébellion touareg et l'État malien : environ 150 000 personnes avaient alors fui le Mali vers les pays limitrophes. Durant la période 1990-1995, de nombreux ménages réfugiés se sont installés en Mauritanie sur le territoire des communes de Fassala, Aghor, Adel Bagrou et Mbera, se structurant au fil des années en pôles urbains grâce à la politique d'accueil favorable de l'époque et aux « capitaux » en infrastructures hydrauliques, sanitaires et éducatives apportés par l'assistance humanitaire.

<sup>2</sup> Abdoulaye Bâ, *La communautarisation de la violence au Sahel : Les États face au défi des identités*, consulté le 01/09/2019.

<sup>3</sup> Mesure des disparités de revenus dans une population donnée.

Nombre des réfugiés retournés en 1995, suite aux accords de paix entre l'État malien et les différents mouvements armés, ont regagné la Mauritanie en 2012 et été accueillis dans le camp de Mbera, craignant des représailles de l'armée malienne après l'offensive du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), en janvier 2012, dans le nord du Mali.

Dans un contexte de crise alimentaire sévère secouant le pays à cette période, « les autorités mauritaniennes et les populations de Fassala ont pris les devants malgré l'insuffisance d'infrastructures sur place. Les Mauritaniens ont partagé, et je peux même dire que beaucoup de gens ont cédé leurs puits pour recevoir ces réfugiés qui ont été accueillis vraiment dans la plus grande dignité ! Cela a déjà diminué les frustrations des gens qui étaient psychologiquement affectés par ce qui se passe »<sup>4</sup>.

La mobilisation de la communauté humanitaire en appui aux autorités mauritaniennes a permis d'apporter une réponse d'urgence à la situation et, progressivement, une amélioration significative de la qualité de vie des populations du camp de Mbera. La situation sanitaire, l'accès à l'eau et l'accès à l'éducation ainsi que la protection des femmes et des enfants se sont considérablement améliorés jusqu'à dépasser les niveaux constatés chez les communautés hôtes alentours. Pour seuls chiffres édifiants, l'insécurité alimentaire globale dans le camp a chuté de 20,7 % en mars 2013 à 10,4 % en décembre 2017 (compilation PDM, CSA et UNICEF). De la même manière, les niveaux de malnutrition aigüe globale ont baissé de près de 15 points entre juillet 2012 et août 2017 (compilation enquêtes SMART, ministère de la Santé et UNICEF).

Durant la période 2012-2019, l'investissement financier sur la réponse humanitaire a été très important tout coût de gestion inclus, dont la présence des équipes humanitaires et la logistique nécessaire au déploiement des activités.

Les autorités mauritaniennes ont accordé aux réfugiés, en conformité avec la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, la Convention de l'Union africaine et la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, outre la protection, les mêmes droits que tout citoyen mauritanien et les avantages des étrangers, en contrepartie de devoirs notamment fiscaux<sup>5</sup>.

### 1.3. HYPOTHÈSES DE DÉPART DE L'ÉTUDE

Depuis 2012, des investissements considérables ont été réalisés pour l'accueil des réfugiés maliens et, ces dernières années, les activités de relèvement ont été élargies aux communautés hôtes. La majorité des programmes d'aide et d'assistance ont vu leurs cibles s'élargir et intégrer un volet de renforcement de la cohésion sociale, en particulier au regard des enjeux de partage prolongé des ressources naturelles du territoire et des risques estimés de tensions et d'embrasement social autour des questions de gouvernance de ces ressources.

Les programmes structurants en matière d'accès et d'adduction d'eau et à l'énergie, de renforcement des cartes sanitaires et scolaires, de développement de l'industrie laitière ou encore le processus de décentralisation ont par ailleurs progressivement ouvert la voie à un cadre d'investissement positif couronné par la désignation du Hodh el Chargui comme région pilote pour la déclinaison de la stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP).

---

<sup>4</sup> *Crise malienne : quel sort pour les réfugiés*, Instagrism El Ansari, 28 septembre 2012.

<sup>5</sup> Le Décret n° 2009-224 du 29 octobre 2009 abrogeant et remplaçant le décret n° 74-092 du 19 avril 1974 fixant les conditions d'emploi de la main d'œuvre étrangère et instituant le permis de travail pour les travailleurs étrangers stipule que tout étranger peut occuper un emploi salarié sur le territoire de la République Islamique de Mauritanie, s'il a obtenu un permis de travail au préalable. De plus, le décret n° 2005-022 du 3 mars 2005 fixant les modalités d'application en République islamique de Mauritanie des conventions internationales relatives aux réfugiés prévoit dans son article 13 que de la même manière qu'un étranger résidant légalement sur le territoire de la République Islamique de Mauritanie, un réfugié a droit à un accès aux soins médicaux, au marché du travail, à la sécurité sociale et à l'éducation.

Au regard de ces éléments, cinq hypothèses de changement émergent :

- Un plan d'investissement de l'ampleur des efforts humanitaires déployés sur la période 2012-2019 auprès des communautés de réfugiés devrait catalyser des progrès sociaux d'ampleur similaire ainsi que la croissance économique à travers le territoire régional ;
- Des investissements structurants sur les appareils économiques régionaux que sont les axes routiers secondaires, les marchés et les places d'échanges transfrontaliers – en complément des efforts déployés sur le maillage d'adduction et énergétique du territoire régional - devraient permettre d'innover l'ensemble du territoire et de rééquilibrer les échanges avec le Mali en grande partie centrés sur l'axe Nema-Fassala depuis la réalisation du bitume ;
- La prise en compte des volumes et potentiels de déchets non traités à l'échelle du territoire et leur potentiel de valorisation énergétique représente, dans une logique de filière, une opportunité de création d'activités économiques conséquentes pouvant participer à un mix énergétique dans la consommation des ménages et des acteurs publics et économiques. La démarche répond tout autant aux enjeux sanitaires que représente leur éparpillement dans l'environnement. Les déchets sont à considérer dans leur forme la plus large, c'est-à-dire en tant qu'éléments résiduels mis au rebus par les ménages autant que par les professionnels (pneus, batteries, métal, huiles, etc.) ;
- Un investissement conséquent dans le dispositif de politiques publiques ne saurait être efficace et efficient sans un investissement tout aussi important dans un dispositif de gestion des emplois, compétences et capacités des services et agents de l'État ;
- L'inclusion du capital humain dans les programmes d'investissements, en particulier au bénéfice des dispositifs sanitaires, scolaires, de formation technique et professionnelle, et d'inclusion financière devrait lever les verrous limitant au regard des capacités, des compétences et de la force de travail disponibles.

#### 1.4. LIMITES IDENTIFIÉES

La réponse aux enjeux de planification à moyen- et long-termes ainsi que de déploiement d'investissements inclusifs et structurants pourrait buter sur les aspects suivants :

- Les programmes d'assistance déployés depuis 2012 à travers la région ont renforcé les stigmates de la crise des années 1990 en termes de dépendance à l'assistance extérieure pour une frange importante des ménages réfugiés et hôtes. Parmi les deux communautés, certains réclament la continuité des opérations et programmes de distributions gratuites, d'autres déclinent ou, tout du moins, ne souhaitent pas s'investir dans toute forme conditionnée d'accompagnement ;
- La position des autorités et des services techniques est quant à elle marquée par la volonté d'assurer une mission de gestion et d'administration des services sur le territoire, sans toutefois en avoir les moyens. Le dernier budget régional ainsi que les plans de développement communaux ont reçus une dotation financière *a minima* dans le meilleur des cas ;
- Si le constat de la réalisation d'interventions par des partenaires sans concertation avec les acteurs institutionnels est en passe d'être révolu, les efforts de coordination effective et efficace des partenaires avec les autorités restent un enjeu majeur pour que les programmes d'aide s'ancrent le plus en amont possible dans les cadres publics de planification et de développement ;
- Les enjeux de coordination se retrouvent par ailleurs dans l'articulation des directives entre les équipes et bureaux des partenaires et de l'administration à Nouakchott, à Nema et jusqu'aux niveaux des communes ;

**MAURITANIE** – Vers une croissance inclusive partagée dans le Hodh el Chargui :  
potentiels, vulnérabilités et pistes d'investissements urbains à Nema, Bassikounou et Adel Bagrou

- L'accès à des données quantifiées, correctement sourcées, harmonisées sur le territoire régional et suivies dans le temps, est une gageure. La plupart des études réalisées sont qualitatives et les données économiques à l'échelle de la *wilaya* sont indisponibles, non accessibles ou non analysables par défaut de renseignement méthodologique quant à la collecte et l'analyse des données.

## 1.5. MÉTHODE

L'étude a été menée par une équipe de trois experts du contexte du Hodh el Chargui et des dynamiques d'accueil des réfugiés maliens dans la zone. Après cadrage des attentes de l'équipe de la Banque mondiale, un premier travail **d'analyse des rapports, études, initiatives et politiques nationales et régionales** a permis de mettre en exergue les :

- **Interactions économiques et sociales autour des réfugiés ;**
- **Dynamiques, leviers et freins pour un développement économique intégré** sur le territoire mauritanien et en interaction avec le Mali, au bénéfice tant des réfugiés que des populations hôtes.

Les éléments clés identifiés ont été confrontés, complétés et actualisés par des données factuelles relevées à l'occasion **d'entretiens semi-structurés** organisés avec :

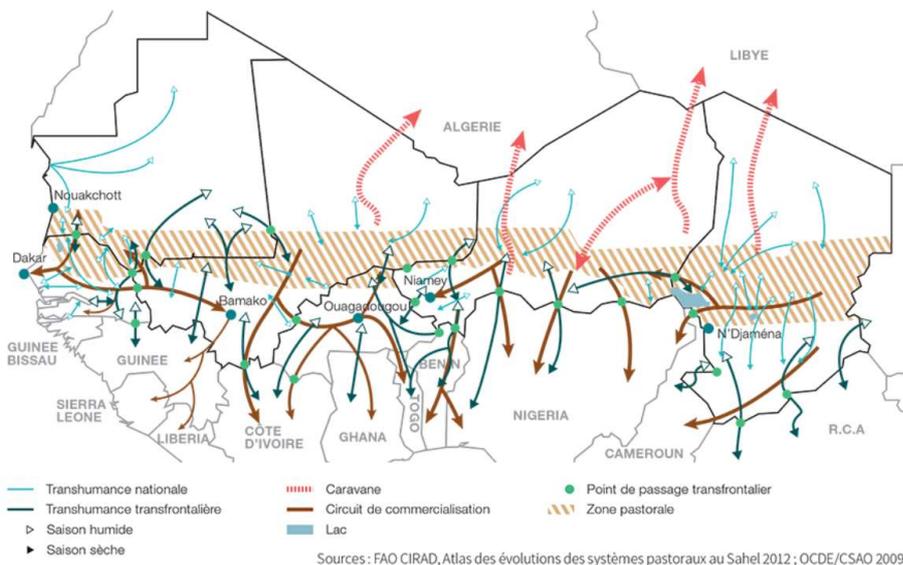
- M. le *wali* du Hodh el Chargui et les représentants des délégations régionales de l'élevage et de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'assainissement, et du commissariat à la sécurité alimentaire au niveau de Nema ;
- M. les *hakem* des *moughataa* de Bassikounou et d'Amourj et les représentants des services techniques ;
- M. les maires d'Amourj, d'Adel Bagrou et de Bassikounou ;
- Les représentants du syndicat des transporteurs et des commerçants à Nema et à Bassikounou ;
- Les partenaires humanitaires et développement opérant dans le camp de Mebra et à l'échelle de la *wilaya* ;
- Mme la représentante adjointe du UNHCR à Nouakchott.

**Des focus groups** ont été organisés avec des réfugiés dans le camp de Mbera.

L'ensemble des données a été **analysé et traité de manière systémique**, soumis l'équipe de la Banque mondiale pour avis et commentaires avant d'être amendé et finalisé dans la présente version.

## 2. DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES AU HODH EL CHARGUI : ENTRE VULNÉRABILITÉS CHRONIQUES ET PLACE D'ÉCHANGES STRATÉGIQUES

### TRANSHUMANCE ET NOMADISME



Extrait : OCDE (2014), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Éditions OCDE, Paris.

© 2014. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Le Hodh el Chargui est caractérisé par une population de 467 300 habitants, représentant 11 % de l'effectif national et plaçant la *wilaya* en deuxième place démographique après la capitale Nouakchott. La population était répartie en 2018 dans sept *moughataas*<sup>6</sup> et 2 047 localités, dont 664 de plus de 150 habitants. Toujours en 2018, la population rurale dans ces localités était estimée à 245 382 habitants (ONS, 2016). Dans la seule *moughataa* de Bassikounou, la population a

doublé en grande partie en raison de l'accueil des réfugiés maliens installés dans le camp de Mbera, recensés à plus 58 000 personnes en mai 2019.

La population de la *wilaya* est jeune avec 46 % de moins de 15 ans et 76 % de moins de 34 ans. L'effectif de femmes dépasse légèrement celui des hommes.

La ventilation ruraux/urbains/nomades est en faveur des populations rurales qui représentent 77,5 % de l'effectif régional (contre respectivement 18,65 % et 3,9 %) marqués par une incidence de pauvreté supérieure aux urbains (76,1 %). La tranche des actifs de 15 à 64 ans est de 49 % avec une disparité de 80 % de la force de travail disponible en milieu rural (ONS, 2016).

Les potentialités socio-économiques régionales sont principalement portées par le secteur pastoral. L'élevage représente un secteur majeur en termes de d'emplois (41,4 % des actifs) et de distribution des revenus, en particulier en milieu rural, demeurant quelquefois la seule source de revenus pour les populations les plus défavorisées et l'unique mode d'exploitation des zones semi-arides. Au niveau macro-économique, le secteur représente de 14 à 17 % du PIB, soit les sept dixièmes de la contribution totale du secteur agricole et concerne les revenus de 60 à 70 % de la population nationale. La valeur ajoutée du secteur à l'échelle nationale a été estimée en 2002, sur la base des statistiques de 2000, à USD326 millions (CILSS, 2016).

La culture de céréales (sorgho, mil et maïs) et le maraîchage représentent également des sources de revenus, en particulier au sein de la population rurale, avec des rendements très faibles de 40 à 100 Kg par hectare sur un potentiel cultivable mal connu. Les productions qui en résultent dépendent essentiellement de la pluviométrie à l'endroit où le mode d'exploitation est traditionnel, sans apport de semences améliorées et/ou de fertilisants.

<sup>6</sup> Amourj, Bassiknou, Djiguenni, Néma, Oualata, Timbedra et N'Beikett Lehouach. On compte également 4 arrondissements : Adel Bagrou (*moughataa* d'Amourj), Bousteille (*moughataa* de Timbedra), Fassala (*moughataa* de Bassiknou) et Aoueinat Ezbel (*moughataa* de Djiguenni).

## 2.1. VULNÉRABILITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Enclavée et éloignée du centre de décision que constitue Nouakchott, et en l'absence de grands projets de développement structurants, l'atteinte des objectifs de développement semble difficile au Hodh el Chargui de l'avis des experts de l'Office national de la statistique (ONS, 2016).

À cela s'ajoute des conditions socio-économiques plombant négativement l'atteinte des objectifs de croissance. En dehors des données sanitaires alarmantes quant à l'état de malnutrition chronique d'une frange importante de la population<sup>7</sup> :

- Une personne sur deux âgée de plus de 10 ans est alphabète (55 % des femmes et 47 % des hommes) ;
- Plus de 43 % de la population au-delà de 6 ans, (dont 46,6 % de femmes) n'a reçu aucune instruction ;
- La carte scolaire de la *wilaya* est conforme aux prérogatives de l'Unicef pour le primaire, selon le délégué régional de l'enseignement, mais un bon nombre d'établissements n'offre pas les conditions minimales requises pour l'accueil des élèves en termes de salles de classe et d'étude, d'accès aux soins et à des sanitaires. La situation est particulièrement alarmante pour les collégiens et lycéens ;
- La carte sanitaire présente également une couverture du territoire correspondant aux normes nationales et internationales mais souffre de disparités d'équipements, d'offres de soin et de capacités d'accueil entre établissements, sans compter les enjeux d'accès pour les usagers rendu difficile voire impossible en saison des pluies.

Si l'incidence de la pauvreté a diminué à l'échelle régionale entre 2008 et 2014, passant de 35,1 à 22,3 %, plus de 20 % des ménages dirigés par des femmes restent pauvres avec pour conséquence un faible accès à des formations diplômantes ou professionnelles, un taux de chômage supérieur à celui des hommes et un faible niveau d'insertion économique (ONS, 2014).

La jeunesse du territoire, bien que relativement préservée de l'instabilité présente de l'autre côté de la frontière, n'en reste pas moins exposée à « *la montée de l'insécurité et l'extension des zones hors de contrôle des États alimentée par des facteurs exogènes : migrations internationales, trafics transnationaux, terrorisme.* » (...) *L'équilibre déjà fragile de la région [le Sahel] est en effet mis à mal par la prolifération des activités de trafics, qui constituent un facteur majeur de déstabilisation. Alimentés par des réseaux criminels, qui se confondent parfois avec des groupes extrémistes, ils se substituent dans certaines zones aux économies et aux pouvoirs licites. La montée de l'insécurité déstructure les mobilités, qu'elles soient saisonnières ou ponctuelles, elle bouleverse des équilibres socio-économiques fragiles, et enfin, accentuent la marginalisation de vastes territoires. Elle génère aussi de nombreux flux de déplacés, avec des répercussions négatives sur la cohésion sociale dans les régions d'accueil* » (AFD, 2016).

Si elle est un potentiel de délits, de crimes et de déstabilisations, la jeunesse constitue surtout une richesse et un potentiel important pour le développement socio-économique du territoire, pour la paix et la cohabitation pacifique à partir du moment où des perspectives de vie sûres, dignes et légales leur sont ouvertes et où leurs aspirations personnelles et leur voix trouvent un écho auprès des représentants communautaires, religieux et institutionnels.

## 2.2. FLUX ET DYNAMIQUES D'ÉCHANGES STRATÉGIQUES

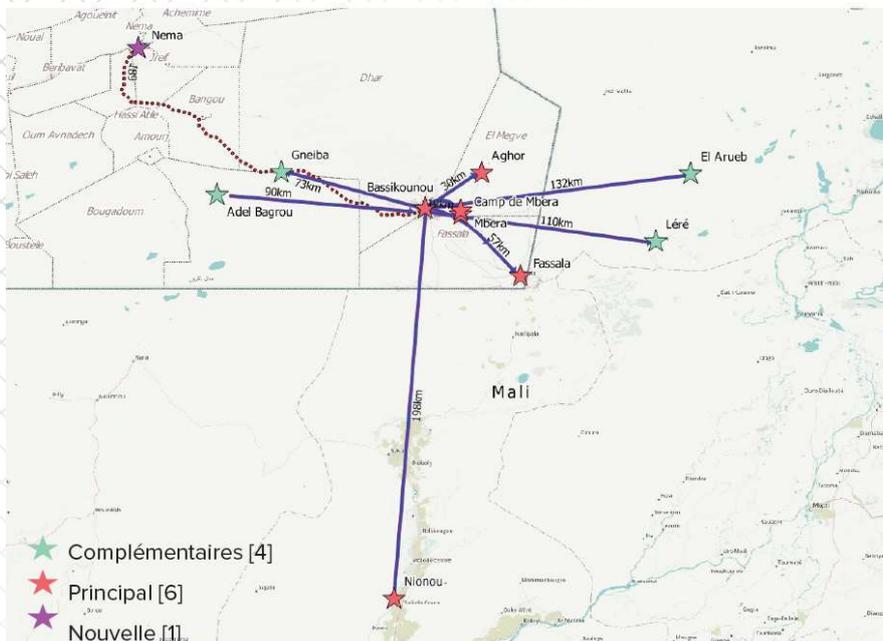
Le Hodh el Chargui joue un rôle de plateforme stratégique de commerce avec ses pays voisins, et en particulier avec le Mali. Les échanges se sont particulièrement amplifiés depuis une dizaine d'années, se traduisant par la

---

<sup>7</sup> Les populations vivent avec un niveau moyen d'insécurité alimentaire chronique de l'ordre de 30,3 % en post-récolte et de 46,4 % en soudure sur la période 2013-2017. Sur cette même période, la prévalence moyenne de la malnutrition aiguë globale a atteint 7,7 % en post-récolte et 14,4 % en soudure (compilation enquêtes FSMS et SMART).

**MAURITANIE** – Vers une croissance inclusive partagée dans le Hodh el Chargui :  
potentiels, vulnérabilités et pistes d'investissements urbains à Nema, Bassikounou et Adel Bagrou

croissance de bourgades à Baediam, Adel Bagrou et Fassala Néré par exemple, faisant offices d'entrepôts au niveau des points de passage à la frontière (AFD, 2016).



Routes principales et secondaires de la zone de Bassikounou-Nionou.  
Source : UNHCR, 2018

©BAREC Consulting

Le trafic routier entre les deux pays est croissant en termes de volume d'échanges, bien que ralenti depuis les dernières années en conséquence de l'insécurité et des actes de violence recensés au nord et au centre du Mali. Au port de Nouakchott, les importations, principalement de produits alimentaires et de boissons, seraient aux trois-quarts réexportés vers le Mali et les zones frontalières du Sénégal.

Dans l'autre sens, entre Bamako et Nouakchott, ce sont des camions maliens qui acheminent en grande partie du bois de construction provenant de côte d'ivoire (A. Choplin & J. Lombard, 2010).

Le flux de personnes, commerçants comme acheteurs, s'anime à travers un réseau d'acteurs et de places stratégiques (UNHCR, 2019) :

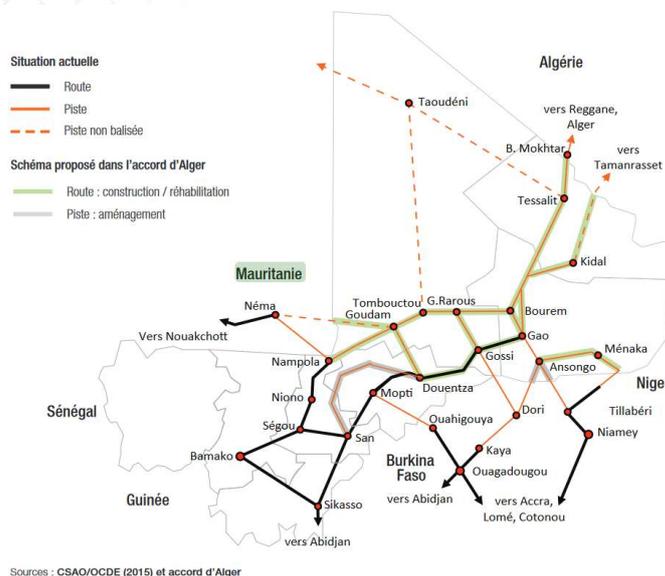
- Les sociétés de transport en commun se chargent du transport des passagers entre Bassikounou et Nouakchott en passant par Néma ;
- Les camionneurs assurent l'approvisionnement en marchandises et l'écoulement de bétails sur le marché de Nouakchott et au Mali ;
- Les groupements de transporteurs particuliers assurent le transport des personnes et des marchandises entre Bassikounou et les localités voisines.

Lors des marchés hebdomadaires, plusieurs produits « locaux » sont échangés dont les céréales, le sucre, la farine, l'huile et les biscuits. Les produits importés du Mali concernent le riz malien, arachides, thé, condiments, aliments de bétails, sel de Taoudéni, fruits et légumes. Les conditions climatiques et l'absence d'équipements pour la conservation de produits périssables limitent par contre le commerce des produits « frais », dont la viande, les fruits et les légumes (*Ibid.*).

À l'interconnexion de ces flux, des activités économiques se sont structurées de manière corrélée à la présence des réfugiés maliens, contribuant de manière substantielle au tissu économique régional.

L'état des infrastructures de communication terrestre est toutefois problématique. En effet, en dehors de quelques axes de désenclavement à praticabilité temporaire, réalisés en terre battue, notamment sur l'axe de Néma - Amourj - Adel Bagrou - Nara (Mali), les aménagements durables de la région se limitent à quelques ouvrages d'art (dalots, radiers, passages busés) exécutés pour faciliter la traversée de quelques *oueds* pendant la période d'hivernage (axe Néma-Bassikounou-Fassala et axe Néma-Amourj-Adel Bagrou). La structure du réseau est donc fragile et demeure à géométrie variable, dans un environnement caractérisé par l'absence totale de l'entretien préventif et la carence

des interventions curatives. Les transports de la région empruntent actuellement des axes de routes et de pistes communales et villageoises, pour une longueur totale de 1 860 km. L'examen de ces différents itinéraires montre que 90 % de leur longueur totale présente un état de dégradation très avancé (entre mauvais état et très mauvais état), contre seulement 10 % de dégradé, représentant les 180 km bitumés de la route Néma – Nouakchott (MHUAT, 2017).



## Nema, un pôle régional excentré

La ville de Néma offre des opportunités d'emplois liées à son statut administratif et à sa position stratégique sur l'axe reliant Nouakchott (route de l'espoir). Toutefois, plus d'un habitant sur deux en âge de travailler (56 %) est inactif en raison du manque d'opportunités d'emploi et d'activités économiques. L'agriculture et l'élevage mobilisent les actifs à part quasi égale (41 %) avec le secteur tertiaire comprenant le commerce, le transport-communication, les banques-assurances et l'administration (42 %). Les activités liées aux industries minières et extractives, au gaz-eau-électricité et au bâtiment-et-travaux publics (BTP) représentent pour leur part 17 % de la mobilisation des effectifs d'actifs. Les experts de l'ONS analysent le marché de l'emploi de la manière suivante : « *La place importante du nombre de personne actives dans la branche commerce doit être mise en relation avec la proximité du Mali avec lequel les échanges commerciaux occupent une population importante. Le secteur tertiaire en dehors du commerce reste très peu présent dans la wilaya si l'on prend en compte le nombre de personnes actives qui y travaillent. Pour ce qui est du secteur secondaire, le BTP semble progresser timidement en particulier au niveau du chef-lieu de la région où la réalisation des infrastructures de base a connu une nette progression au cours des dernières années* » (ONS, 2016).

À l'occasion d'entretiens avec les autorités et délégations régionales, ainsi qu'avec les représentants du syndicat des transporteurs et des commerçants<sup>8</sup>, il apparaît que la présence des réfugiés maliens n'a pas de répercussion franche sur les dynamiques économiques au niveau de la ville de Nema, et ce d'autant moins depuis la réalisation d'un bitume sur l'axe reliant Nema à Fassala. Là où Nema a pu occuper une place de transit entre Nouakchott et la frontière malienne lorsque l'axe jusqu'à Fassala (400 km) était encore en piste sablonneuse et que les temps de parcours étaient de l'ordre d'une journée et demi à deux jours, les camions, bus et autres véhicules joignent à présent Nouakchott à Fassala (1 600 km) dans le même temps sans s'arrêter à Nema.

<sup>8</sup> Début août 2019.

### **Adel Bagrou, un espace frontalier enclavé**

L'état de la piste, notamment entre Amourj et Adel Bagrou, rend l'accès difficile, et plus encore au cours de l'hivernage où les déplacements entre villages et vers le chef-lieu Amourj - où sont installés le poste de santé de référence, l'école la plus importante et les magasins de stockage - sont une gageure. Les véhicules peuvent ainsi rester bloqués sur les pistes pendant plusieurs semaines consécutives.

Le Plan de développement communal mentionne la présence d'une majorité de jeunes « capables d'impulser la dynamique de développement communal », malgré l'exode rural. Il ressort par ailleurs d'entretiens avec des élus locaux et les autorités départementales d'Amourj que nombre « d'expatriés » maliens seraient installés depuis 2012 dans la commune d'Adel Bagrou où ils occuperaient des activités de services tels que la coiffure, la construction ou encore la mécanique. L'usage du conditionnel est lié au fait qu'en rapportant la substance de ces échanges au bureau du UNHCR à Nouakchott, la présence de réfugiés maliens dans la zone ne semblait pas connue. Si ni l'effectif, ni le statut, ni l'impact des exilés ne peuvent être corroborés et analysés à ce stade de l'étude, les échanges ont toutefois laissé apparaître que les activités et les services offerts sont du fait de compétences qui n'existaient pas sur la commune avant leur arrivée, leur présence participant depuis à un certain dynamisme pour l'économie locale.

### **Bassikounou au centre des retombées de la présence des réfugiés**

L'impact économique des réfugiés est considéré comme positif à Bassikounou et dans ses alentours, particulièrement au regard de l'essor du commerce local. Dans l'ensemble des villages, les personnes interrogées sur l'évolution du commerce local répondent « qu'il y a plus de vendeurs et de ventes ». En termes de revenus, cela pourrait avoir un effet négatif pour les commerçants mais la majorité estime que les revenus ont augmenté ou « un peu augmenté ».

Le commerce s'anime à travers un réseau de marchés hebdomadaires locaux des deux côtés de la frontière Mali-Mauritanie. La présence du camp à Mbera a eu un impact très visible sur l'activité commerciale autour de Bassikounou avec l'arrivée de réfugiés contribuant à augmenter la demande de produits de consommation courante. Les commerçants de Bassikounou et de Mbera se déplacent dans les différentes localités avec leurs marchandises et possèdent, ou louent, des boutiques dans les différents marchés qu'ils utilisent le jour du marché. Certains commerçants, en particulier les commerçants de tissu, vendent également sur les grands marchés maliens plus lointains comme ceux de Tombouctou et Gao.

Les transporteurs de Bassikounou n'hésitent pas à dire que le volume de leur activité a été multiplié par deux depuis l'arrivée des réfugiés et grâce à la construction des routes de Néma et Fassala. Le transport de marchandise est en hausse et quand bien même les réfugiés du camp de Mbera y contribuent, la concurrence avec les transporteurs mauritaniens de Bassikounou semble acceptable car les trajets vers le Mali représentent un coût élevé du fait de l'insécurité : « ce n'est pas n'importe qui qui accepte d'y aller et peu de voitures font le trajet ». Le transport de voyageurs s'est également considérablement développé sachant qu'une grande partie des clients du transport dans la *moughataa* sont des réfugiés : « Avant, il n'y avait qu'une ou deux voitures par jour qui sortait vers Nouakchott, maintenant il y a 6 ou 7 voitures chaque jour ».

La présence des acteurs humanitaires a également permis à une partie de la population locale d'accéder à des emplois de gardien, d'entretien des installations, de ménage, de chauffeur ou encore d'animateur et de facilitateur du dialogue communautaire. Les postes plus spécialisés ont en revanche bénéficié à des personnels nationaux venant des grandes villes ou à des expatriés. Là aussi, l'accès aux données est délicat, sinon difficile, au regard du nombre considérable d'acteurs impliqués, du volume de recrutement de personnels depuis 2012 et de la sensibilité de la question de la gestion des ressources humaines au sein des organisations. En miroir, les emplois au sein des

administrations et services techniques de l'État sont tout aussi complexes à appréhender car si certains postes sont difficiles à pourvoir pour des raisons d'isolement et de faible attractivité, d'autres ne seraient être comptabilisés au regard du manque de moyen pour accomplir les tâches assignées et donc de l'ineffectivité du service offert au public.

### 2.3. SECTEURS ET CHAÎNES DE VALEURS PORTEURS

Une série de chaînes de valeurs porteuses au regard de leur potentiel de développement à l'échelle de la *moughataa* de Bassikounou a été identifiée en 2018 par le UNHCR. Les données sont pour partie extrapolables à l'ensemble du Hodh el Chargui au regard d'une certaine homogénéité socio-économique du territoire et de leur articulation avec les enjeux nationaux. La limite de l'analyse est ici de ne pas disposer d'éléments chiffrés exploitables illustrant les flux de production et de commercialisation à l'échelle de la région. La raison principale est la prégnance de l'économie informelle ancrée dans les usages face à laquelle les administrations et services techniques disposent de ressources et moyens limités pour exercer leur mission de contrôle et de gestion.

En amont de la déclinaison des chaînes de valeurs, il apparaît essentiel de fournir les contours du secteur économique dominant au sein duquel évoluent de manière identique communautés mauritaniennes du Hodh el Chargui et réfugiés maliens. L'élevage est essentiellement pratiqué « en tant qu'activité unique et/ou cumulativement avec d'autres activités telles que l'agriculture ou le commerce.

Il porte sur les espèces bovines, ovines, caprines, camelines, asines et équinnes. Le système d'élevage pratiqué dans la *wilaya*, transhumant ou sédentaire, est essentiellement de type extensif bien qu'aux abords des principaux centres urbains, notamment Néma, Timbédra et Aoweinat Zbel, certains éleveurs commencent à pratiquer un élevage plus intensif (production de lait, embouche, aviculture). L'alimentation est basée sur les ressources végétales naturelles et les résidus de récolte (pailles et fanes de céréales et de niébé). Les ressources sont donc aléatoires, car leur volume et leur répartition géographique restent étroitement soumis aux aléas climatiques, et notamment à la pluviométrie.

La majorité des troupeaux nomades et transhumants qui dominent dans la *wilaya*, dont beaucoup passent l'hivernage dans les plaines du Hodh El charghi, est obligée de migrer en saison sèche vers le Mali à la recherche de meilleurs pâturages et de points d'abreuvement moins difficiles d'accès. Quant aux troupeaux sédentaires dont les effectifs s'accroissent d'année en année, ils pâturent autour des villages et villes, dénudent les sols et provoquent une dégradation dont les effets sont aggravés par les villageois à la recherche de bois de chauffe » (MHUAT, 2017).

L'économie de la *wilaya* est par ailleurs « traditionnellement intégrée à l'économie malienne. La circulation des hommes et des biens, en particulier du bétail, est entièrement fluide entre les deux pays. Ces facilités ont permis à la *wilaya* d'être une véritable plaque tournante des échanges frontaliers. Les échanges avec le Mali, portant historiquement sur les produits céréaliers, les épices, les étoffes en provenance du Mali contre le bétail local, se sont intensifiés et diversifiés pour inclure, à titre d'exemple, les véhicules. Les produits exportés du côté mauritanien sont le riz, le sucre, les huiles, le miel et les peaux. Ces activités génèrent d'importants emplois et revenus pour les populations locales et pourraient être un levier de la croissance de la *wilaya*. En revanche, ces échanges restent très peu suivis et quantifiés. Les statistiques douanières afférentes à ce commerce ne sont pas disponibles et il n'y a eu, à présent, ni études ni enquêtes dans ce domaine » (*Ibid.*).

#### Le bétail sur pied

Le bétail sur pied représente à l'échelle de la Mauritanie un excédent exportable de première importance, équivalant selon une estimation de 2016 (Banque mondiale cité dans UNHCR, 2018) à 35 % de la production

nationale officiellement exportée. Selon un rapport du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS, 2016), « Le Sénégal absorbe le gros des exportations de petits ruminants et une partie moindre des bovins. Le Mali et la Côte d'Ivoire sont dans la situation inverse. Les camelins sont exportés vers les pays du Maghreb. Les animaux exportés sont le plus souvent acheminés à pied ou par véhicule à travers des circuits bien rôdés du Hodh el Chargui (via les marchés d'Adel Bagrou, Amourj, Timbedra, Bousteila et Bassiknou vers le Mali et la Côte d'Ivoire), du Guidimakha (via le marché de Sélibaby en direction du Sénégal et du Mali), du Brakna, (Boghé), du Gorgol (Kaédi, Mbout) et le Trarza (Rosso) vers le Sénégal, et depuis Nouakchott, Zouerate et Nouadhibou vers le Maroc et l'Algérie. Depuis le Hodh el Chargui, l'exportation du bétail sur pied vers les marchés des grandes villes (Nouakchott, Nouadhibou, Atar, Zouérate) et à l'extérieur du pays (Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire) est une importante source de revenus pour les populations de la région. Ces revenus sont, cependant, difficiles à estimer car une grande partie de ce commerce relève de l'informel » (*Ibid.*).

La fiscalité autour de la vente de bétail sur les marchés d'exportation est concentrée sur une taxe d'expédition qui varie selon la capacité financière de la commune, de 50 et 100 UM pour les bovins, entre 8 et 20 UM pour les petits ruminants et entre 60 et 200 UM pour les camelins. Un certificat international d'exportation est également délivré par les services douaniers après le versement d'une taxe de 1 000 UM, quel que soit le nombre d'animaux présentés. Il s'avère toutefois que « face aux tracasseries sans fin, les éleveurs-exportateurs ont souvent recours à la fraude pour éviter le versement de taxes à l'exportation » (*Ibid.*). Les recettes générées par la vente du bétail sur pied échappent ainsi au circuit de l'économie formelle.

En outre, l'exportation du bétail sur pied vers les pays africains côtiers du sud fait face à de nombreuses contraintes parmi lesquelles le manque de professionnalisme des intervenants de la filière, l'absence de circuits matérialisés, de mauvaises conditions de transport, l'absence de statistiques fiables sur le bétail et les productions animales, le manque d'informations commerciales sur les marchés terminaux ou encore la qualité médiocre de la viande due aux mauvaises conditions de production et de transformation (*Ibid.*).

Les exportations vers les marchés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont quant à elles quasi-inexistantes en raison des exigences zoo-sanitaires importantes, notamment de traçabilité, de vaccination et de quarantaine des animaux. La conquête de parts de marchés au sein de l'Union européenne est empêchée par la qualité de la viande qui ne répond pas aux normes de l'UE et par l'absence de certifications en termes de santé animale, de normes d'installations et de traitement de la viande (UNHCR, 2018).

Sur le marché intérieur, les circuits commerciaux sont traditionnels et informels, structurés autour des éleveurs, des acheteurs locaux (courtiers ou intermédiaires et bouchers opérant sur les marchés de collecte et de regroupement en vue de revendre le bétail), des commerçants de bétail s'approvisionnant sur les marchés de regroupement et convoyant les animaux sur les marchés terminaux (ces derniers sont généralement bien informés et maîtrisent les prix) et des transporteurs, qui arrivent généralement dans les lieux de collecte du bétail avec des marchandises pour repartir à vide dans le but de réduire les frais de location du véhicule. Les prix de transport varient en fonction du lieu d'embarquement des animaux : de Kiffa à Nouakchott, 4 000 à 5 000 MRO par animal pour les camelins et bovins, 400 à 500 MRO par animal pour les petits ruminants ; de Kaedi à Nouakchott, 6000 ouguiyas par animal en saison des pluies pour les bovins et camelins (la moitié en période de soudure), 1 000 à 1 100 MRO en saison des pluies pour les petits ruminants (600 à 700 en période de soudure). En fin de chaîne, les chevillardes sont les principaux acheteurs sur les marchés terminaux pour les besoins alimentaires de la capitale : ils découpent la viande en quartiers puis la vendent aux bouchers détaillants.

## Le lait et ses produits dérivés

Le lait joue un rôle très important en milieu traditionnel où il constitue la principale source de protéine animale pour la population. Non transformés ni conservés, près de 65 % des 422 000 tonnes produites (toute production confondue) sont destinés à l'autoconsommation ou à la redistribution à travers des systèmes de solidarité ; la commercialisation n'intervenant qu'à hauteur de 35 % (OXFAM, ACORD, AMAD, 2008).

L'approvisionnement des marchés, en particulier urbains, constitue un enjeu stratégique face auquel les importations de lait stérilisé et en poudre représentent plus de 80 000 tonnes par an, impactant la balance commerciale à hauteur de 11 milliards d'UM annuels en 2008 (*Ibid.*).

La notion de rentabilité à court terme, apparue avec l'arrivée dans le secteur de l'élevage de banquiers, de fonctionnaires, d'officiers et de commerçants expérimentant un nouveau mode d'élevage périurbain, a participé à la structuration de la filière lait dans le pays. Cinq unités industrielles<sup>9</sup> ont été créées au cours des dernières années pour une capacité totale de production de 100 000 litres par jour mais avec un potentiel de rendement plafonnant à 46 % en raison de l'insuffisance des quantités collectées (*Ibid.*).

L'expérience de l'unité de production Tiviski (LPP, Life Network, IUCN-WISP et FAO, 2011) illustre les défis au niveau de :

- La collecte du lait. La collecte du lait est une notion courante mais elle n'avait jamais été pratiquée en Afrique de l'Ouest, et elle est rendue plus difficile par le fait que les éleveurs se déplacent. La difficulté physique liée à la collecte du lait a été compliquée par le préjugé traditionnel profondément établi contre la vente du lait.
- L'offre et la demande saisonnières. La production du lait est saisonnière partout, mais au Sahel, les fluctuations saisonnières sont extrêmes. Il y a toujours trop ou pas assez de lait. En outre, la consommation varie amplement, mais toujours dans le sens opposé, ce qui se traduit par une insatisfaction saisonnière récurrente, soit chez les fournisseurs, soit chez les consommateurs. L'unité de lait UHT a été installée pour résoudre ce problème.
- La main-d'œuvre qualifiée. L'absence de travailleurs qualifiés et de formation professionnelle dans le pays constitue un obstacle majeur pour l'unité industrielle.
- L'approvisionnement en intrants. L'approvisionnement en emballages, pièces détachées, produits de nettoyage, etc., est beaucoup plus compliqué et onéreux que dans les pays développés. L'accès aux devises étrangères a été un casse-tête pendant de nombreuses années.
- La prise de conscience des consommateurs. Les consommateurs ne connaissent pas les microbes, ils ne comprennent pas ce que signifient pasteurisation et stérilisation et ils ne connaissent pas la différence entre beurre et margarine. Les urbains riches sont disposés à payer plus de 2 dollars pour le litre de lait brut de chameau, mais pas pour le lait de chameau pasteurisé, ce qui déforme la perception des fournisseurs sur ce qui constitue un prix raisonnable.

Il est enfin à noter que l'environnement sahélien constitue en soi un défi : la sécheresse récurrente, les pluies irrégulières et les températures extrêmes ne sont pas des conditions idéales pour la production de lait. Face à cela, les enjeux d'accès routiers, aux soins vétérinaires, d'appuis institutionnels pour la vulgarisation, l'assistance en matière de savoir-faire ou encore les variations de prix du fourrage face à l'absence de productions locales démobilisent de nombreux producteurs.

<sup>9</sup> TIWISKI (capacité 41 000 l / jour), TOPLAIT (15 000 l / jour), EL WATANYA (maximum 5 000 l / jour), SAVA (moins de 2 000 l / jour) et Nema (30 000 l / jour projetés)

## Les cuirs et peaux

La filière nationale peaux et cuirs présente un important potentiel de production mais la valorisation de celui-ci serait d'environ 10 %. La faible collecte des peaux et cuirs, due à une atomisation de la production et à l'absence de marchés hebdomadaires pour impulser une dynamique au commerce, une absence de prêts et d'incitations financiers, représentent la principale contrainte de la filière.

La valorisation économique des exportations montre un large écart entre le potentiel de production national et la comptabilité budgétaire des exportations biaisée par une pratique répandue d'abattage informel des animaux couplée à l'usage de réseaux informels de commerce des peaux brutes exportées vers le Mali et le Sénégal (MEF Sénégal 2008 – cité dans UNHCR, 2018). Des évolutions majeures ont été portées à la filière au cours des dix dernières années, et notamment la création de deux tanneries industrielles ou semi-industrielles<sup>10</sup>, et le développement de nouveaux marchés vers le Maroc, l'Espagne, l'Italie, la Chine et le Pakistan.

À l'échelle régionale, « les cuirs et peaux sont toujours très mal valorisés et les exportations sont négligeables. La seule valorisation est l'artisanat local qui utilise une partie de la production, tandis que la majeure partie (notamment les peaux de camelins) est vraisemblablement perdue. La filière peaux et cuirs a de grandes potentialités d'amélioration et de valorisation si une bonne sensibilisation et une bonne formation des opérateurs nationaux est faite sur la collecte et le traitement primaire des produits. Ces derniers pourraient même investir dans la création d'unités de transformation des peaux en vue de favoriser l'émergence d'une industrie locale et la diversification des activités liées au sous-secteur de l'élevage » (MHUAT, 2017).

La filière appelle particulièrement une réelle structuration entre les bouchers, les collecteurs de peaux, les tanneurs, les transformateurs artisanaux et les revendeurs. De même, les enjeux de formation à la dépouille et d'accompagnement à la fidélisation des collecteurs permettraient une nette amélioration de la qualité des productions (CILSS, 2016) dont dépendent, officiellement sur le volet artisanat, 20 000 personnes, en majorité des femmes (*ibid.*).

## La construction et les travaux publics

Depuis 1985, date des premières réformes de libéralisation de l'économie, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) a connu une très grande transformation en Mauritanie. Entre 2001 et 2015, la croissance économique a été principalement portée par les activités extractives, le BTP, les transports et communications, et les services. Cette croissance a été plus soutenue de 2011 à 2015, enregistrant un taux réel estimé à 5,2 %, tirée principalement par la vitalité du secteur du BTP en liaison avec le développement des infrastructures, conséquences d'un programme d'investissement public intensif (MEF Mauritanie, 2016).

À l'échelle du Hodh el Chargui, le nombre de constructions modernes a considérablement augmenté en l'espace de quelques années en raison d'investissements structurants sur le territoire, notamment l'axe bitumé reliant Nema à Fassala, mais aussi en raison de la présence prolongée des communautés de réfugiés maliens dans et autour du camp de Mbera. À ce sujet, il est indéniable que l'installation des organisations humanitaires à Bassikounou à partir de 2012 a considérablement modifié le paysage local, donnant une impulsion aux chantiers de construction. Un rapport du UNHCR (2019) relevait auprès des populations que : « avant l'arrivée des réfugiés il n'y avait que trois maisons en béton, la préfecture était en banco, la gendarmerie aussi, tout était en banco. La location d'une chambre avant l'arrivée des réfugiés, c'était cadeau en échange de l'électricité et de l'eau. Maintenant la location d'une

---

<sup>10</sup> La Grande Tannerie de Mauritanie produit 3 000 à 6 000 peaux/jour et la Société Mauritanienne de Commercialisation de Cuirs et Peaux 20 000 à 30 000 peaux par mois.

chambre à Bassikounou coûte 1 500 MRU par mois. Pour la comparaison, à Fassala en ville, une chambre se loue 300 MRU par mois ».

Si la présence de bureaux, de logements et d'entrepôts de stockage au bénéfice des acteurs humanitaires peut avoir une dimension spéculative et artificielle sur le territoire car liée à la présence des réfugiés, l'histoire récente montre que l'accueil des réfugiés maliens dans les années 90 a sans doute participé à la structuration des pôles urbains de Fassala, Mbera et Adel Bagrou autour des infrastructures mises en place à l'époque.

## 2.4. EMPLOIS ET ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Selon le rapport du UNHCR de 2018, les réfugiés maliens venus en Mauritanie ne vivant pas dans le camp de Mbera sont installés dans les villages alentours ou à leur périphérie, en général pour rester avec leurs animaux. Les raisons évoquées pour avoir choisi de s'installer dans un village sont principalement la recherche de travail, inexistant dans le camp Mbera. Les éléments suivants sont tirés du même rapport du UNHCR (2018).

Dans les villages situés autour du camp, les femmes réfugiées offrent des services divers contre revenus, depuis la traite des animaux à la préparation des repas pour les villageois ou la cantine scolaire, en passant par le pilage du mil. Les jeunes réfugiés occupent quant à eux des emplois de gardiennage de troupeaux au bénéfice des ménages les mieux nantis parmi les réfugiés. Les hommes travaillent comme berger ou manœuvre sur des chantiers de construction, et tirent des revenus de la vente de bois et de paille. Certains font du petit commerce.

Entre les communautés hôtes et réfugiés existe un système de troc, de cotisations, d'épargne et de petits crédits bénéficiant aux deux. « Le réfugié qui a consommé son aide alimentaire prend des crédits aux boutiquiers, ou encore les tontines des femmes peuvent inclure des femmes des deux populations » (UNHCR, 2018).

Ces relations économiques entre la population hôte et les réfugiés existent aussi au camp de Mbera où les villageois peuvent aller au marché, les femmes d'Aghor allant par exemple s'y fournir en bois et en paille, et où les commerçants mauritaniens peuvent ouvrir des « succursales » tenues par des réfugiés et aussi accorder des crédits à ces clients relativement solvables puisqu'ils reçoivent une assistance régulière.

La majorité des villageois estime que le nombre d'offres de travail informel est en diminution, sans toutefois l'imputer à la présence des réfugiés, mais ceci reflète sans doute la concurrence qu'ils exercent en ce domaine. Il est cependant trop délicat de tirer des conclusions sur une potentielle baisse des salaires et les réfugiés ont quasiment tous dit qu'ils n'acceptaient pas de salaires inférieurs à ceux pratiqués dans la région (ce qui ne signifie d'ailleurs pas pour autant que ces salaires n'ont pas subi une baisse). « La compétition pour l'emploi a lieu car les réfugiés ont eu sept ans pour s'intégrer dans l'économie locale, ils ont réussi à le faire, car ils sont acceptés, ils partagent la même religion, les mêmes coutumes, ils profitent d'un niveau de tolérance assez élevé » (*Ibid.*)

### 3. SYNTHÈSE AUTOUR DE PISTES D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS

L'impact de la présence des réfugiés sur le territoire régional est particulièrement observable dans le secteur du commerce, devenu la deuxième activité économique porteuse après l'élevage (UNHCR, 2019). La valeur et la dynamique des échanges entre la Mauritanie et le Mali ne sauraient toutefois être limitées à la présence des réfugiés, sinon à considérer ces derniers comme catalyseurs. S'il est aujourd'hui complexe de comptabiliser finement les flux marchands et non marchands, le développement d'infrastructures et services urbains devrait permettre de canaliser et de valoriser le potentiel économique à l'échelle du territoire.

Cet aspect est d'autant plus pertinent dans une logique de désenclavement des nombreuses localités et de maillage routier du territoire particulièrement inaccessible en période d'hivernage. L'amélioration de l'axe de communication Nema - Fassala représente une illustration positive d'une telle démarche qui a permis de raccourcir les délais de transport et participé à la fluidification des mouvements de biens et de personnes à l'échelle régionale et au-delà.

Le dernier point de ce triptyque réside dans le développement des compétences et des emplois sur le territoire régional pour tirer vers le haut la croissance de manière inclusive et pérenniser l'état de fait de la présence positive des organisations et programmes d'aide, en particulier à Bassikounou. Les enjeux de paix, sécurité et développement sur l'espace frontalier du Hodh el Chargui sont et seront au cours des prochaines années au cœur de nombreux programmes autour desquels une logique structurante et rayonnante est nécessaire pour tout le territoire.



### 3.1. INFRASTRUCTURES ET SERVICES URBAINS

L'enjeu de renforcement des infrastructures urbaines répond à la continuité du programme national intégré d'appui à la décentralisation, au développement local et à l'emploi des jeunes (PNIDDLE) conçu par l'État mauritanien avec l'appui du Groupe Banque mondiale et de l'Union européenne. Le programme ambitionnait de consolider les institutions communales dans leur mission d'administration des services publics, notamment à travers un renforcement des dispositifs de gouvernance et des investissements urbains en matière de voirie, d'assainissement, de collecte et de gestion des déchets, d'environnement économique (abattoirs, marchés, gares routières), de qualité de vie (espaces vert, stade de sport, maison des jeunes), ou encore de services sociaux de base (éducation et santé).

Face aux enjeux économiques portés par le secteur de l'élevage, les moyens mobilisés sont insuffisants et il apparaît critique de renforcer les capacités de la filière viande rouge aujourd'hui formellement organisée autour d'un seul abattoir localisé à Néma et de 10 aires d'abattage d'animaux réparties entre les 7 *moughataas*. Un renforcement des infrastructures de conservation de type congélation, salaison ou dessèchement serait tout aussi bénéfique. Au niveau du secteur lui-même, un investissement stratégique serait porteur autour du dispositif de vaccination alimenté, là aussi formellement, par uniquement 10 pharmacies vétérinaires à ce jour pour un cheptel régional estimé en 2016 à environ 500 000 bovins, 250 000 camelins, plus de 3,5 millions de petits ruminants, 50 000 asins et quelques 30 000 équins (MHUAT, 2017).

La question de la gestion et du traitement des déchets urbains, si elle n'a pas été abordée clairement lors des entretiens, apparaît par simple constat comme un sujet de fond pour le bien-être et la santé de la population autant que pour la salubrité publique. Ce sujet est d'autant plus intéressant à traiter dans le cadre d'un investissement structurant que l'expérience acquise dans de nombreux pays montre le potentiel de création d'emploi et de valorisation économique des déchets lorsqu'une approche filière est déployée. Le cas du partenariat public-privé mis en place à Nouakchott ainsi que l'étude financée par le Groupe Banque mondiale en 2015/16 portant sur l'analyse des filières de valorisation de recyclage informel des déchets<sup>11</sup> sont à étudier et à capitaliser à tous points de vue.

### 3.2. MAILLAGE DU TERRITOIRE ET DÉSENCLAVEMENT

« La réalisation des axes au départ de Néma vers le Mali ne manquera pas d'insuffler un dynamisme incontestable dans le système économique de la région » (MHUAT, 2017). Le tronçon Néma-Bassikounou-Vassala Néré à la frontière malienne (313 km) ayant été réalisé entre 2016 et 2019, la priorité concerne à présent l'axe reliant Amourj à Adel Bagrou et au-delà jusqu'à Nara au Mali (soit une centaine de kilomètres en territoire mauritanien). Selon la mise à jour de la monographie régionale, (*Ibid.*), au terme des travaux programmés, quatre des six *moughataas* de la *wilaya* seront reliées au réseau bitumé national. Resteront en attente de désenclavement les zones de Oualata, importante au titre de son « potentiel touristique de premier ordre » et Djigueni (au départ de Timbédra) du fait son « capital de production céréalière ». Un autre tracé est à l'étude entre Kobenni, au sud du Hodh el Gharbi, jusqu'à Adel Bagrou. « Il s'agirait d'un axe continu certes long et coûteux mais indispensable au désenclavement et à l'évacuation des productions agricoles qui pourrait emprunter le trajet suivant : Kobenni – Djigueni - Koumbi Saleh – Bousteila – Bougadoum - Adel Bagrou » (*Ibid.*).

En complément du désenclavement des voies terrestres, il ressort des entretiens avec les représentants institutionnels et économiques régionaux que le potentiel de l'aéroport de Néma est à ce jour sous-exploité. En effet, ce « hub régional » d'approvisionnement en biens et de transport de personnes ne connaît pour l'heure que la seule fréquentation des vols humanitaires opérés par les Nations unies depuis Nouakchott vers Bassikounou,

<sup>11</sup> [www.gret.org/projet/etude-valorisation-dechets-a-nouakchott-mauritanie](http://www.gret.org/projet/etude-valorisation-dechets-a-nouakchott-mauritanie)

Nema représentant une escale technique pour le ravitaillement en carburant. Il apparaît ainsi pertinent de recommander une analyse poussée de la valorisation de ce capital aéroportuaire à mettre en perspective avec le potentiel économique régional et les investissements logistiques nécessaires (froid, stockage et autres).

### 3.3. EMPLOIS ET COMPÉTENCES

Au regard et en complément des deux premiers points, l'enjeu du développement des compétences et de l'emploi est crucial. D'importants travaux d'infrastructures routières, hydrauliques, électriques, de construction de bâtiments et d'ouvrages publics sont engagés comme autant de « pôles de développement et d'entraînement sur l'emploi » autour desquels gravitent des services et métiers tels que l'architecture, l'ingénierie et les bureaux d'étude, la signalisation, les matériaux et équipements, la plomberie ou encore l'électricité. Par cet « effet de grappe » un emploi créé dans le BTP en génère trois autres dans les secteurs parallèles selon l'ONS (cité dans BIT, 2018).

L'initiative du Bureau international du travail (BIT) dans le cadre du projet « chantier école », achevé en 2017 et du projet PECOBAT<sup>12</sup> en cours d'exécution, a permis de former 900 jeunes dans 10 filières de métiers du secteur BTP à l'échelle du pays et de désenclaver 12 villages, améliorant ainsi les conditions de vies de plus de 52 000 habitants.

Il apparaît donc pertinent de capitaliser et d'investir dans une démarche similaire au PECOBAT dont l'ambition s'accorde parfaitement avec le contexte du Hodh el Chargui où les jeunes en état de vulnérabilité économique particulière et sans aucune qualification pourraient avoir accès à une formation-insertion via la modalité « chantier école ». Ces formations offriraient aux jeunes mauritaniens et réfugiés maliens une amélioration de leur employabilité pour faciliter leur accès au marché du travail à travers le développement du secteur de la construction, la promotion du développement économique local et la création d'emplois dans le secteur.

---

<sup>12</sup> Projet visant l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des petites et moyennes entreprises par le développement du sous-secteur du BTP et la formation professionnalisante dans les chantiers écoles construction (EUTF, 3,2M €)

## RÉFÉRENCES

- Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) - Direction de la planification du suivi et de la coopération, 2019. **Rapport de diagnostic du secteur de l'eau et de l'assainissement dans la wilaya du Hodh el Chargui**,
- UNHCR, 2019. **Diagnostic de l'impact des Réfugiés sur la Population Hôte : Analyse de l'impact des réfugiés, cartographie des acteurs et diagnostics participatifs auprès des populations hôtes**
- Cirad, 2018. **État des filières laitières dans les 15 pays de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad. Annexe 8 : Fiche Mauritanie**
- PAM-HCR, 2018. **Stratégie des Nations unies des Nations unies pour le renforcement des moyens d'existence des communautés hôtes et réfugiés de la moughataa de Bassikounou 2018-2022**
- IBRD/The World Bank, 2017. **Forcibly displaced, toward a development approach supporting refugees, the internally displaced, and their hosts**
- Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et de l'Action Régionale Direction de l'Aménagement du Territoire, (Mauritanie) 2017. **Actualisation de la monographie régionale de la wilaya du Hodh el Chargui**
- Banque mondiale, 2016. **Étude diagnostique de l'intégration commerciale** - cité dans UNHCR, 2018
- International Crisis Group, 2016. **Mali central : la fabrique d'une insurrection ? Rapport Afrique n°238**, p.i
- ONS, 2016. **Monographie régionale de la wilaya du Hodh el Chargui, Office national de la statistique (Souleimane Ould Abdel Vetah) sur la base du recensement de la population de 2013**
- CILSS, 2016. **Rapport sur l'état des lieux de l'élevage et du pastoralisme en Mauritanie (Dia Amadou Tidiane)**
- AFD, 2016. **Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion**, Notes techniques n°15, p.9-1
- LARES, 2015. **Capitalisation d'expériences de collecte et de mise en marché du lait local par des organisations d'éleveurs pastoraux et agropastoraux, expériences de la Mauritanie** - cité dans UNHCR, 2019
- ONS, 2014. **Profil de la pauvreté en Mauritanie**
- LPP, LIFE Network, IUCN-WISP et FAO, 2011. **Donner de la valeur ajoutée à la diversité du bétail : Commercialiser pour promouvoir les races locales et améliorer les moyens d'existence**. Études FAO : Production et santé animales. Numéro 168. Rome.
- A. Choplin & J. Lombard, 2010. **Suivre la route. Mobilités et échanges entre Mali, Mauritanie et Sénégal**, *EchoGéo*
- OXFAM, ACORD, AMAD, 2008. **Filière lait en Mauritanie (état des lieux et perspective)**
- Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) du Sénégal, 2008. **Diagnostic de la filière cuirs et peaux du Sénégal** - cité dans UNHCR, 2018

## ANNEXES

### TERMS OF REFERENCE

#### Mauritania

#### **Assessment of socio-economic impacts of refugees on the local population in the towns of Nema, Bassikounou, and Adel Bagrou**

##### Context

Because of the security crisis that is and has been ongoing in Mali, Mauritania hosts some 56,000 Malian refugees, with a majority is concentrated in the Mbera camp, located in the Moughataa of Bassikounou in the Hodh El Charbi region at the Malian boarder. This camp has today about 50,000 Malian refugees.

UNHCR manages the camp, including in terms of protection and assistance to people. Interventions of UNHCR and partners have been concentrated in the Mbera camp, taking only marginally into account the need for support to the host community and risks of conflicts due to share of natural resources by the two communities, as well as competition for the scarce jobs in the area.

To face those challenges, UNHCR has engaged in a process of empowerment of refugees, host community resilience and promotion of a pacific cohabitation between the two communities. The main pillar of this strategy aims to establish and maintain appropriate conditions for empowerment and resilience of host communities and refugees through (i) valorization of the territory potentialities; (ii) integration within market dynamics; (iii) use of value chains that generate substantial and sustainable revenues; as well as (iv) training, which is one main issue to access jobs and self-employment.

Influx of refugees is obviously a challenge for the Mauritanian government and for host populations who have to share the meager resources available in Hodh El Charbi. But the situation, potentially long term, is also an opportunity for the local population due to international financing that will be invested in the area as well as due to economic impacts linked to activities of refugee populations. The project for Support to Decentralization and Development of Towns funded by the World Bank, currently under preparation, actually looks at the impact the influx of refugees can have on the towns of Hodh El Charbi, and especially on the opportunities they offer to promote and speed up the productive development of those towns.

##### Objective

The objective of the assignment is to assess the socio-economic impact of refugees on the local economy and the job market of the main cities in Hodh El Chargui, namely Nema, Bassikounou and Adel Bagrou, and make policy and investment recommendations for improvement. There is a possibility that refugee activities are mostly contained within the camp at the moment, with value chains directed towards Mali territories. In such case, the assignment will aim at identifying constraints that are preventing an integration of the value chains within Mauritania, and in particular Mauritanian cities, and drivers that could create a higher impact for local (host) populations within those cities.

##### Tasks

The following tasks will allow the consultant to:

- Draw the local economic et social chains (agriculture, livestock, health, trade, etc.) related to refugees, describing the actors and the geographic dimension. Who is involved? Where is it happening? What volume of activities is at stake?

- Identify constraints for further integrating the local value chains (actors, infrastructures, etc.) in the refugees' associated activities.
- Describe the sectors that are benefiting (or could benefit) from specific skills of refugees. To which extent are skills mobilized? And where is it happening? How could they better contribute to the local economy?
- Identify constraints for further benefiting from those particular skills to support the development of some economic sectors.
- Whenever relevant, draw maps of those existing impacts and possible opportunities.
- Formulate recommendations, both in terms of policy and investments, to improve the impact of refugees for the local (host) community, especially for the cities of Nema, Bassikounou, and Adel Bagrou.

The assignment will be organized in 3 main steps:

- Step 1: Literature review

The consultant will review the existing literature on refugees around the camp.

- Step 2: Data collection through consultation

The consultant will conduct consultations with groups of refugees and actors involved in the economic and social chains affiliated to refugees' socio-economic activities and interviews with key informants, including in the 3 towns of interest. For that, a visit of 2 to 3 weeks in the camp and towns of interest will be necessary.

To conduct this work, the consultant will propose (i) a detailed methodology and agenda of consultation in the community, identifying upfront – whenever possible and based on the literature review – the actors that would be consulted, and (ii) a questionnaire to guide the interviews that will be conducted. The methodology and questionnaire will be agreed with the Bank team.

- Step 3: Reporting

Based on steps 1 and 2, a final report will be prepared presenting the value chains and impacts on the local population that have been identified, the constraints, and the recommendations for better integration and higher impact of refugees' activities within Mauritania, and in particular cities of Hodh El Charbi.

### **Team composition and level of effort**

The work will be conducted by a team of 3 consultants, an international consultant responsible for the quality of the work, and two local consultants, one woman and one man, responsible of the consultation in Hodh El Charbi. The estimated level of effort for each consultant is as follow:

- International consultant: 3 weeks (1 for step 1, 1 for step 2, and 1 for step 3)
- Local consultants: 4 weeks (3.5 for step 2, and 0.5 for step 3)

### **Deliverables and timetable**

The assignment will be conducted in a 6-week timeframe as follow:

S: signature of the contract

- Synthesis report of the literature review: S+1
- Consultation methodology and questionnaire: S+2
- Report of the consultation: S+5
- Final report: S+6

**MAURITANIE** – Vers une croissance inclusive partagée dans le Hodh el Chargui :  
potentiels, vulnérabilités et pistes d'investissements urbains à Nema, Bassikounou et Adel Bagrou

**MAURITANIE** – Vers une croissance inclusive partagée dans le Hodh el Chargui :  
potentiels, vulnérabilités et pistes d'investissements urbains à Nema, Bassikounou et Adel Bagrou



**Siège du Groupe URD**  
La Fontaine des Marins  
26170 Plaisians – France  
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

[urd@urd.org](mailto:urd@urd.org)

[www.urd.org](http://www.urd.org)

SUIVEZ-NOUS SUR

